



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 1719

Texte de la question

SIDÉRURGIE

M. le président. La parole est à M. Michel Liebgott.

M. Michel Liebgott. Monsieur le ministre délégué à l'industrie, le 25 novembre dernier, la pénurie d'acier sur le marché mondial conduisait le constructeur automobile Nissan, filiale de Renault, à suspendre l'activité de production de trois de ses usines au Japon, durant cinq jours, représentant la production de 25 000 véhicules. Or, il y a plus d'un an, j'avais interrogé votre prédécesseur sur l'annonce anticipée et manifestement prématurée de la fermeture d'installations sidérurgiques stratégiques pour notre pays par le groupe Arcelor. Depuis, à Longwy notamment, le groupe Arcelor est passé à l'acte et envisage toujours de le faire dans la vallée de la Fensch, berceau historique de la sidérurgie française - dont nous fêtons d'ailleurs le tricentenaire -, entraînant la disparition de 4 000 emplois directs et induits.

À l'époque, aucune réponse ne me fut apportée. Aujourd'hui, avec le recul nécessaire, les faits nous donnent pourtant raison. Seuls les actionnaires de ces grands groupes sont satisfaits : le cours des actions ne cesse de grimper, l'instrument financier dicte sa loi. Mais qu'en est-il des salariés, de leurs enfants et de l'ensemble des populations de ces régions de tradition industrielle ?

Alors que le chômage bat depuis bientôt trois ans à nouveau tous les records, au moment où l'on dit vouloir combattre les délocalisations, nous avons l'exemple concret d'une entreprise performante pour laquelle existent des débouchés mais qui se désengage progressivement du territoire national.

Dans ce contexte, parce que nous voulons une vraie politique industrielle et non la primauté accordée à la seule logique financière, je demande à nouveau au Gouvernement et à vous-même, monsieur le ministre, de jouer pleinement votre rôle, en amenant Arcelor à maintenir ses activités et à investir aussi en France. Même les gouvernements belge et luxembourgeois l'ont fait, Arcelor étant un groupe européen.

Entre le laisser-faire total, pour prendre l'exemple de Pechiney Alcan, et le traitement au coup par coup de certains dossiers - Sanofi, Aventis, Alstom -,...

M. le président. Je vous prie de poser votre question.

M. Michel Liebgott. ...la France a besoin d'une politique industrielle volontariste et ambitieuse, créatrice d'emplois et de richesses. (*" Il dépasse son temps de parole ! " sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Que la sidérurgie serve d'exemple...

M. le président. Vous pouvez poser votre question !

M. Pierre Lellouche. Soyez aussi sévère pour les autres !

M. le président. Monsieur Lellouche, vous avez parlé quatre minutes ; M. Liebgott n'en est qu'à deux minutes.

M. Pierre Lellouche. Nous ne sommes pas à l'école !

M. le président. Arrêtez, monsieur Lellouche !

Posez votre question, monsieur Liebgott !

M. Michel Liebgott. La sidérurgie est un pôle de compétitivité reconnu.

Le pire serait de renoncer là où nous détenons le savoir-faire. Pour progresser, il faut d'abord consolider. Le libéralisme détruit nos fondements. Il est urgent d'agir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à l'industrie.

M. Patrick Devedjian, ministre délégué à l'industrie. Monsieur Liebgott, votre question contient en elle-même sa

propre contradiction. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) Vous avez allégué une interruption de fournitures au Japon pour les entreprises Nissan.

Qui a assuré au Japon au groupe Nissan - groupe à participation française - les fournitures interrompues du fait de la crise mondiale de l'acier ? Arcelor ! Vous voyez donc l'intérêt que présente, pour la France comme pour l'Europe, le fait d'avoir un grand groupe mondial. C'est actuellement le deuxième, après avoir été le premier groupe.

C'est donc une opportunité de fournir au Japon, pays frappé comme le monde entier par la crise de l'acier, l'entreprise Nissan, à participation française.

Vous voyez que le groupe Arcelor est utile, avec sa taille, pour répondre au niveau planétaire à des défis concernant des intérêts français.

En 2001, on nous avait annoncé que l'entreprise de Longwy était arrivée à son maximum de capacité de production sur place. Il lui était nécessaire, pour son approvisionnement, d'aller à Belval au Luxembourg, site proche de Longwy.

Aujourd'hui, cette entreprise connaît une perte cumulée d'environ 110 millions de francs. En 2001, sous le gouvernement de vos amis, un plan social a été annoncé. Il prévoyait la construction d'un nouveau laminoir près des aciéries de Belval. On a assisté à un regroupement des activités, à la rationalisation et à la suppression des pertes, à la reconversion totale du personnel de Longwy, qui pour l'essentiel, a été progressivement transféré à Belval, à quelques kilomètres de Longwy.

Le fait d'avoir une entreprise européenne - luxembourgeoise, belge et française - représente un atout maître face aux défis mondiaux et aux difficultés sociales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Liebgott](#)

Circonscription : Moselle (10^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1719

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er décembre 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er décembre 2004